

FEDERATION FRANCAISE DE BILLARD

6 Rue Jean Moulin
03700 Bellerive sur Allier

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

FEDERATION FRANCAISE DE BILLARD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

Aux membres de la Fédération,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FEDERATION FRANCAISE DE BILLARD** relatifs à l'exercice clos le **31 août 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} septembre 2024** à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif de l'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Démarche de l'audit

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chamalières, le 18 novembre 2025



François HOSPITAL
Commissaire aux comptes



Bilan actif

| Postes | Brut 2024- 2025 | Amort. & dépréc. | Net 2024- 2025 | Net 2023- 2024 |
|---|-----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires | 25 620 | 25 222 | 398 | 588 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériels et outillages industriels | 89 950 | 36 712 | 53 238 | 52 519 |
| Autres immobilisations corporelles | 26 476 | 21 654 | 4 822 | 9 743 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | 2 103 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 3 745 | | 3 745 | 745 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II) | 145 791 | 83 588 | 62 203 | 65 698 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | 746 | | 746 | 1 039 |
| En-cours (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 10 671 | | 10 671 | 9 047 |
| Avances et acomptes sur commandes | | | | |
| CRÉANCES | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 4 902 | | 4 902 | 23 447 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres créances | 93 938 | | 93 938 | 1 985 |
| VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT | | | | |
| Actions propres | | | | |
| Autres titres et instruments de trésorerie | 45 | | 45 | 45 |
| DISPONIBILITÉS ET CHARGES | | | | |
| Disponibilités | 336 675 | | 336 675 | 449 069 |
| Charges constatées d'avance | 41 523 | | 41 523 | 35 692 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (III) | 488 500 | | 488 500 | 520 324 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | |
| Écarts de conversion - Actif (V) | | | | |
| TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V) | 634 291 | 83 588 | 550 703 | 586 022 |

Bilan passif



| Postes | Net | Net |
|--|----------------|----------------|
| | 2024- 2025 | 2023- 2024 |
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droits de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| RÉSERVES | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projets de l'entité | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 383 563 | 372 336 |
| Résultat de l'exercice | -31 532 | 11 227 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | 352 031 | 383 563 |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II) | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 15 303 | 14 002 |
| TOTAL PROVISIONS (III) | 15 303 | 14 002 |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 39 187 | 43 246 |
| Dettes issues de legs | | |
| Dettes fiscales et sociales | 68 939 | 63 730 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 22 228 | 17 513 |
| Produits constatés d'avance | 53 014 | 63 968 |
| TOTAL DETTES (IV) | 183 369 | 188 457 |
| Écarts de conversion - Passif (V) | | |
| TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V) | 550 703 | 586 022 |

Compte de résultat



| Postes | 2024-2025 | 2023-2024 |
|--|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens | 16 288 | 14 356 |
| Dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de services | 1 552 622 | 1 479 667 |
| Dont parrainages | 9 870 | 9 842 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 212 732 | 160 811 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénat | | |
| Legs, donations et assurance-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 1 500 | 10 902 |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 997 | 84 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 1 784 138 | 1 665 821 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 19 739 | 296 |
| Variation de stocks | -1 331 | 9 814 |
| Autres achats et charges externes | 1 509 508 | 1 359 921 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes, et versements assimilés | 3 604 | 2 713 |
| Salaires et traitements | 245 913 | 243 282 |
| Charges sociales | 72 471 | 65 378 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 17 795 | 15 880 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | 1 500 |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | 1 301 | 1 083 |
| Report des fonds dédiés | | |
| Autres charges | 43 | 11 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 1 869 045 | 1 699 879 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | -84 906 | -34 057 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participations | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 17 033 | 13 720 |
| Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | 17 033 | 13 720 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | |



| Postes | 2024-2025 | 2023-2024 |
|---|------------------|------------------|
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV) | | |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 17 033 | 13 720 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV) | -67 873 | -20 338 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 43 409 | 43 165 |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | 43 409 | 43 165 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | | 7 000 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 2 980 | 1 307 |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | 2 980 | 8 307 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 40 429 | 34 858 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 4 088 | 3 293 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 1 844 581 | 1 722 706 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 1 876 112 | 1 711 479 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | 248 343 | 186 514 |
| TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 248 343 | 186 514 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | 248 343 | 186 514 |
| TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 248 343 | 186 514 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | -31 532 | 11 227 |



Annexe

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/08/2025** a une durée de **12** mois.

Ces comptes annuels ont été établis le 21/10/2025



Principes et méthodes comptables



Règlement comptable

Description de l'entité

L'objet social de l'entité :

La Fédération française de billard a pour objet de regrouper les personnes morales et physiques qui pratiquent en France les disciplines reconnues au niveau international pour lesquelles elle a reçu délégation.

La Fédération a pour objectif l'accès de tous à la pratique de ses activités sportives.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

La Fédération se donne pour missions :

- de promouvoir, de développer, de coordonner, d'organiser la pratique de ses disciplines dans leurs aspects sport de loisir, sport de haut niveau et de haute performance ;
- de délivrer des licences et des titres fédéraux, d'exercer le pouvoir disciplinaire dans les principes généraux du droit, de veiller aux règles déontologiques dans la pratique de ses disciplines ;
- d'apporter son concours aux groupements dont les objectifs se confondent en totalité ou en partie avec ceux de la Fédération ;
- de participer à l'établissement et au contrôle des règlements concernant les brevets professionnels relatifs à la pratique de ses disciplines ;
- d'établir les règlements et contenus des qualifications fédérales et de délivrer les brevets correspondants ;
- d'établir les règlements et contenus des compétitions relevant de ses activités, d'autoriser les compétitions relevant de ses activités délégataires, de délivrer les titres correspondant à ces compétitions, d'établir les sélections nationales ;
- de pouvoir être consultée sur les projets d'équipement se situant sur les lieux de pratique dans le but d'harmoniser les intérêts en cause ;
- de représenter l'ensemble des associations qui lui sont affiliées auprès des pouvoirs publics et autres organismes de tutelle, ainsi qu'auprès des instances étrangères et internationales ;
- de défendre les intérêts collectifs des licenciés et des membres affiliés à la FFBillard ;
- de recevoir toutes les attributions prévues par les lois relatives son objet.

Les moyens mis en œuvre :

Les moyens d'action de la Fédération sont les suivants :

- elle apporte ses membres une aide morale, technique et financière ;
- elle stimule et coordonne leurs activités via les organes déconcentrés, tels que les ligues, les comités départementaux ou interdépartementaux et les commissions techniques qui en découlent ;
- elle organise et coordonne des formations ;
- elle autorise les compétitions de ses disciplines sportives
- elle coordonne et favorise l'organisation d'écoles de sport dans ses disciplines ;
- elle apporte son aide à la réalisation d'installations et d'aménagements nécessaires à la pratique de ses disciplines ;
- elle participe la mise en place, aux jurys d'examens et au contrôle des diplômes ;
- elle archive les documents concernant l'histoire de la Fédération ;
- en lien avec les organes déconcentrés, elle est représentative des intérêts des clubs dans la recherche de leurs objectifs ;
- elle publie un bulletin et des documents techniques, gère un site internet ;
- elle dispose comme moyens financiers, outre des cotisations de ses membres, de toutes aides et subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes semi-publics ou privés ;
- elle peut conclure avec toute institution, des conventions définissant la nature de leurs relations et leurs droits et obligations respectifs.

Mention du règlement comptable

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.



Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.



Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

| Type d'immobilisation | Durée d'amortissement |
|--|-----------------------|
| Bâtiments, installations et agencements | |
| Bâtiments commerciaux | 20 à 50 ans |
| Bureaux | 25 ans |
| Agencements | 10 ans |
| Mobilier | 10 ans |
| Travaux | 5 à 10 ans |
| Matériel et outillage | |
| Matériel | 6,5 à 10 ans |
| Outillage | 5 à 10 ans |
| Autres immobilisations corporelles | |
| Matériel de transport | 5 ans |
| Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| Immobilisations incorporelles | |
| Logiciels | 1 à 3 ans |
| Brevets | |
| Autres | |

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.



Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements font l'objet de provisions au passif du bilan. La méthode de calcul retenue est la méthode 1 conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n° 2003-R.01.

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 15.303 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations



| Rubriques | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture de l'exercice (D) |
|--|--|-------------------|-----------------|---|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 25 620 | | | 25 620 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outilla... | 75 295 | 14 655 | | 89 950 |
| Autres immobilisations corporelles | 37 243 | 1 728 | 12 494 | 26 476 |
| Immobilisations corporelles en cours | 2 103 | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 745 | 3 000 | | 3 745 |


(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations



| Rubriques | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture de l'exercice (D) |
|--|--|-------------------|-----------------|---|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres | 25 033 | 190 | 0 | 25 222 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outilla... | 22 776 | 14 711 | 775 | 36 712 |
| Autres | 27 499 | 7 015 | 12 860 | 21 654 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | | | | |

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Actifs incorporels, corporels et financiers inaliénables

État des échéances à la clôture de l'exercice

| Rubriques | Montant Brut | 1 an au plus | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|----------------|----------------|-----------|---------------|
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immo. financières | 3 745 | 3 745 | | |
| Clients douteux | | | | |
| Autres créances clients | 4 902 | 4 902 | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres org. sociaux | | | | |
| États et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| TVA | | | | |
| Autres impôts | 91 000 | 91 000 | | |
| Divers | | | | |
| Groupes et associés | | | | |
| Débiteurs divers | 2 938 | 2 938 | | |
| Charges constatées d'avance | 41 523 | 41 523 | | |
| TOTAL | 144 108 | 144 108 | | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | 14 733 | | | |
| Rembours. obtenus en cours d'exercice | 14 733 | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | | |

État des charges constatées d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant | Commentaire |
|-----------------------------|---------------|-------------|
| Charges constatées d'avance | 41 523 | |
| TOTAL | 41 523 | |



Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

| Rubriques | À l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | À la clôture de l'exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | | | | | |
| Situation nette | | | | | |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | | | | | |



Fonds reportés liés aux legs ou donations

Précisions sur les dettes

| Rubriques | Montant Brut | 1 an au plus | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|----------------|----------------|-----------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes aux établissements de ... | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 39 187 | 39 187 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 36 584 | 36 584 | | |
| Sécurité Sociale et autres org. sociaux | 27 251 | 27 251 | | |
| États et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéficiaires | 4 088 | 4 088 | | |
| TVA | 600 | 600 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 416 | 416 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes ratt... | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 22 228 | 22 228 | | |
| Produits constatés d'avance | 53 014 | 53 014 | | |
| TOTAL | 183 369 | 183 369 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| Montant des emprunts et dettes contracté... | | | | |

Précisions sur certains postes de passif

| Produits constatés d'avance | Montant | Commentaire |
|-----------------------------|----------------|-------------|
| Produits constatés d'avance | -53 014 | |
| TOTAL | -53 014 | |

Valorisation bénévolat

La valorisation du bénévolat est déterminée selon le nombre d'heures réalisées par les différentes fonctions présentes dans l'association. On retrouve ainsi les fonctions suivantes : exécution, encadrement et expertise. Le nombre d'heures est déterminé par le temps passé par chaque fonction dans les différentes commissions (sportives, techniques) et comités (éthique et déontologique, comité directeur fédéral) ainsi qu'au bureau fédéral.

Le taux horaire retenue est celui du taux horaire moyen brut du SMIC sur l'exercice avec un taux de charges patronales de 30%.



Dons en nature

Les dons en nature sont des biens matériels ou services offerts gratuitement à une organisation sans échange monétaire. Leur valorisation permet de déterminer leur valeur afin de respecter la réglementation fiscale et de faire un bon usage des ressources dans le cadre de la comptabilité de l'organisation bénéficiaire.

Il existe plusieurs principes de valorisation des dons en nature, qui reposent sur plusieurs critères et doivent respecter des règles précises. Les dons en nature ont été calculés sur le principe de la valeur marchande (ou valeur de marché), c'est-à-dire à leur prix habituel sur le marché, si ces biens étaient vendus. Cela permet de donner une estimation objective de leur valeur.

Les dons en nature ont ensuite été comptabilisés avec une ristourne de 20%, ristourne qu'aurait obtenue la Fédération Française de Billard si elle avait acheté ces biens directement.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

| Catégorie | Hommes | Femmes | Total |
|------------|--------|--------|-------|
| Cadres | | | |
| Non-cadres | | | |
| Employés | | | |

